



REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 16 AOUT 2016

Chevènement veut des musulmans « discrets »

ISLAM Pressenti pour diriger la Fondation pour l'islam, l'ancien ministre de l'Intérieur a conseillé aux musulmans la « discrétion »

Pressenti pour prendre la tête de la Fondation pour l'islam de France, Jean-Pierre Chevènement estime que les musulmans « doivent pouvoir pratiquer leur culte en toute liberté », mais conseille la « discrétion » dans l'espace public « dans cette période difficile ».

« Il faut aussi qu'ils comprennent que, dans l'espace public où se définit l'intérêt général, tous les citoyens doivent faire l'effort de recourir à la "raison naturelle" », a expliqué l'ancien ministre de l'Intérieur dans une interview parue dans « Le Parisien » hier.

« Le conseil que je donne dans cette période difficile - comme le recteur de la mosquée de Bordeaux - est celui de discrétion », poursuit-il, alors que les polémiques se succèdent autour du port du voile et désormais du burkini.

Ne pas « se dérober »

Début août, François Hollande avait évoqué son nom de façon informelle pour prendre la tête de la nouvelle Fondation pour l'islam de France, que l'exécutif veut remettre sur les rails.

Relancer la fondation est « une bonne réponse à la poussée du terrorisme », estime Jean-Pierre Chevènement, répétant son intention de ne pas « se dérober » à cette mission. Début août, il avait annoncé qu'il se prononcerait officiellement à la rentrée.

Le président Hollande avait souligné la nécessité pour cette fondation, créée en 2005 mais paralysée par des dissensions internes, d'exer-



Jean-Pierre Chevènement a souhaité « que l'islam de France dépende d'un argent collecté en France ». ARCHIVES QUENTIN SALINIERA / SO

cer un contrôle notamment sur le financement de la construction des lieux de culte musulmans.

Jean-Pierre Chevènement a indiqué poser comme « condition » à son acceptation « que les financements étrangers soient prohibés afin que tout se passe dans la plus grande transparence et que l'islam de France dépende d'un argent collecté en France ».

« Sélectionner les projets »

« Il me semble que l'islam de France, y compris dans sa version théologique où je n'ai pas à intervenir, doit pouvoir se développer avec des fonds français ou, en tout cas, qu'un mécanisme de transparence soit institué en l'absence de tout "fléchage" de la part des dona-

teurs », explique-t-il, alors que certains ont critiqué la possible nomination d'un non-musulman à la tête de la fondation.

C'est l'association culturelle qui « sera adossée » à la fondation qui, seule, aura la responsabilité de « sélectionner les projets », insiste-t-il.

Concernant une éventuelle modification de la loi de 1905 qui interdit les subventions, Jean-Pierre Chevènement souligne que « le Premier ministre n'a fait que l'évoquer et le président de la République a rejeté toute modification ».

« D'autre part, mon acceptation de principe ne signifie en aucune manière que je renonce à ma liberté d'expression en tant qu'homme politique au long cours », précise l'ex-candidat à la présidentielle.

Ils roulent aux couleurs de la ville

CHATEAUBERNARD Après les plaques de rue, c'est au tour des véhicules des services techniques d'arborer le nouveau logo de la Ville. Ce dernier avait été adopté en séance de Conseil au mois de février 2015. La créativité des étudiants de la section packaging du lycée Louis-De-lage avait alors été sollicitée. Sur les 12 projets initiaux, trois avaient franchi la barre des présélections. L'écusson de Carmen Rainaud fut finalement retenu.



Les couleurs de l'écusson sont reprises en ligne horizontale.

La chenille engloutit Rancogne

En une attaque éclair de quinze jours, la pyrale a fait main basse sur tous les buis de la commune. Traitements, pièges, rien n'arrête cette chenille invasive, qui engloutit tout.

Lénaëlle SIMON
Lsimon@charentelibre.fr

Somatisation ou pas, quand on parle chenilles à Rancogne, les habitants se grattent. Les visiteurs aussi. La faute à cette bestiole vert et noir, minuscule mais ultrarésistante, qui a pris ses quartiers dans la commune depuis février. La dernière attaque éclair de la pyrale du buis remonte aux quinze derniers jours de juillet. «*Quand je suis revenu de vacances, les buis étaient méconnaissables*», raconte le maire Yves Gonzalez-Remartinez, qui se dit «*complètement dés-*

»
Chez moi la semaine dernière, c'était Halloween tant il y avait de toiles dans le jardin.

emparé». Les buis des 13 km² de terrain que compte sa commune sont ravagés, brûlés, comme si le feu était passé par là. Les plants du cimetière sont fantomatiques, les bordures de route aussi. Le chemin ombragé qui mène de l'ancien cimetière à l'église est peuplé de rideaux de fils que tissent les chenilles. Bien visibles, elles se balancent au bout de ces fils, véritables moyens de locomotion. «*Chez moi la semaine dernière, c'était Halloween tant il y avait de toiles dans le jardin*», résume Mickaël Lagrenaudie, un habitant du lieu-dit de La Boissière, sur la route de Vilhonneur. Pire, les chenilles font l'anguille jusque dans les maisons. André Brun, du même lieu-dit, en a retrouvé une sur son tricot, une autre dans son verre et une troisième sur le dessous-de-plat. Bon appétit bien sûr! Pour donner à manger aux poules dans le jardin, sa femme sort protégée par un chapeau et un parapluie. Un matin, un voisin leur a lancé avec humour qu'il n'avait pas dormi seul! Au réveil, une chenille était dans son lit.



Le maire de Rancogne, ici à côté d'un piège à papillons, se trouve «désarmé» face à cette chenille.

Photo CL

Contre mauvaise fortune, les habitants de Rancogne gardent leur humour mais ils s'interrogent et le sujet commence à cristalliser les tensions entre les habitants. «*Comment arrêter les chenilles? Quand elles auront mangé tous les buis, peut-être qu'elles s'attaqueront au reste*», s'inquiète Michel Serbource, qui traite ses plants toutes les trois semaines avec un insecticide. 30 à 40€ la petite bouteille pour un résultat mitigé. Claude Tyré a lui opté pour une solution radicale, il a tout coupé puis brûlé.

Voir reverdir les buis?

C'est peut-être à cela que devra consentir le maire, avec une pointe d'amertume car certains buis sont centenaires. Mais il a tout essayé, contraint en plus par la nouvelle réglementation sur les produits phytosanitaires. «*On a traité dès la première éclosion pour éviter la prolifération. Ça l'a un peu retardée mais fin juillet, tout a été ravagé. On a posé deux pièges aux phéromones pour neutraliser les papillons mâles et éviter la reproduction mais il faudrait que tout le monde traite, sinon ça va revenir.*»

Les espaces privés ne sont évidemment pas de son ressort. Parmi eux, il y a notamment l'immense parc d'un château, où les chenilles hostiles s'en donnent à cœur joie. «*J'ai au moins cinq hectares de buis*, explique François Desormeaux, le propriétaire. *Je ne peux pas traiter tout ça.*» Il garde en-

core espoir de voir tout cela reverdir. Ses voisins sont moins optimistes. «*Vu nos âges, les buis, on ne les reverra pas*», tranche André Brun. L'un de ses buis joliment taillés servait d'arbre de Noël, étincelant de guirlandes. Cette année, il devra sans doute acheter un sapin.

Comment venir à bout de la pyrale ?

Le Poitou-Charentes fait partie, avec l'Alsace et l'Île-de-France, des régions les plus touchées par la pyrale du buis, arrivée en France en 2008. «*C'est parce qu'on y trouve des milieux secs et des coteaux calcaires, propices à la pousse des buis. Au vladuc de l'Anguienne, tous les buis sont morts*», explique Yanis Marcillaud, salarié du Centre d'études techniques et d'expérimentations forestières (Cetef) de la Charente et correspondant observateur du département santé des forêts pour le compte du ministère de l'Agriculture. «*Le problème de ces espèces exotiques envahissantes, c'est que même en luttant avec des produits chimiques, elles seront toujours*

présentes. Plus on utilise de produits chimiques, plus les chenilles qui y survivent développent des résistances. Il faudrait traiter le problème plus tôt, avec des veilles sanitaires dans les ports et les aéroports ou avoir des buis plus résistants», explique le spécialiste. Au magasin Gamm Vert, à Gond-Pontouvre, sept à huit personnes viennent chaque jour demander comment sauver leurs arbustes. «*On leur conseille un insecticide naturel à base de bacillus, c'est ce qui fonctionne le mieux*», détaille un professionnel, qui conseille de pulvériser le produit sur les chenilles dès qu'elles apparaissent puis une seconde fois dix à quinze jours plus tard pour tuer le cycle suivant.

L'agglo veut construire dans les jardins

GrandAngoulême se lance dans le Bimby, encourage les propriétaires à construire dans leur jardin. Objectif: contenir l'étalement urbain.



L'objectif du Bimby est de contenir l'étalement urbain en permettant de construire sur des grandes parcelles privées déjà habitées et urbanisées.

Archive Phil Messelet

François GOUBAULT
fgoubault@charentelibre.fr

Jean-François Dauré, le président de l'agglo, et les agents de la direction de l'aménagement de GrandAngoulême profitent de l'été pour se lancer dans la chasse au Bimby. Rien à voir avec l'un des nombreux Pokémon que l'on chasse dans les rues depuis quelques semaines. Bimby pour «Build in my back yard», autrement dit en français «Construire dans mon jardin».

«Le principe est de contacter des propriétaires dont la maison est implantée sur un terrain d'au moins 1500 m². Ils ont par exem-

ple la possibilité de construire une autre maison pour la louer ou de vendre une partie de leur parcelle à des accédants à la propriété», explique Jean-François Dauré. Une opération, déjà menée dans une soixantaine de territoires en France, dont le but est de lutter contre l'étalement urbain en densifiant l'habitat.

Le service aménagement va repérer les cibles potentielles. «Nous tablons sur 90 ménages que nous convierons à des entretiens individuels avec des architectes-urbanistes de l'agence bordelaise Villes vivantes avec laquelle nous travaillons sur ce dossier», précise Méline Le Meur, qui pilote l'opé-

ration à l'agglo. Les rendez-vous individuels, d'une heure environ, auront lieu au cours de quatre journées dont les dates sont déjà arrêtées (1).

«A cette occasion, des projets et maquettes 3D leur seront présentés par les architectes», ajoute Jean-François Dauré. Un conseil qui sera gratuit pour les propriétaires visés par le Bimby.

(1) Les dates retenues sont les 30 septembre et les 7 et 8 octobre. Les communes retenues pour accueillir les entretiens sont Angoulême (L'Alpha), Soyaux (Soëlys), Ruelle (médiathèque) et La Couronne (espace public numérique). Le calage des dates avec les communes retenues est en cours de finalisation.

Facs: les Françaises rayonnent peu

Trois facs françaises figurent dans le classement de Shanghai révélé hier. Mais ce sont les universités américaines qui sont toujours en tête. Harvard conserve ainsi sa première place

Les universités américaines continuent de caracoler en tête du classement de Shanghai publié hier.

Pour la 14^e année consécutive, Harvard arrive en 2016 en tête de ce classement des 500 meilleures universités au monde réalisé par le cabinet indépendant Shanghai Ranking Consultancy.

Les trois premières places du podium (et huit des dix premières du classement) sont d'ailleurs occupées par des universités américaines, puisque Stanford se place deuxième comme l'an dernier, suivie de Berkeley (+1 place).

Première non-américaine, l'université britannique Cambridge arrive 4^e, soit une place de mieux qu'en 2015. On trouve ensuite les américaines MIT (5^e) qui descendent de deux places, et Princeton (6^e



L'École normale supérieure (ENS) a fait son entrée l'an dernier dans le classement de Shanghai.

Photo archives AFP

»

L'excellence de l'enseignement supérieur doit s'apprécier au vu de tous les classements existants

comme l'an dernier).

Le classement de Shanghai, créé en 2003, prend en compte six critères pour distinguer 500 des 1.200 établissements répertoriés

Nobel parmi les anciens élèves, le nombre de chercheurs les plus cités dans leur discipline ou le nombre de publications dans «Science» et «Nature».

Si le cabinet décrit ce classement comme «le plus fiable», ses critères tournés vers la recherche et les sciences de la vie, occultant entre autres les sciences humaines et sociales, sont dénoncés par de nombreux responsables européens comme un biais dommageable pour leurs établissements.

Ainsi, seuls quatre autres établissements non-américains atteignent le top 20 : Oxford à la 7^e place (+13), l'University College de Londres à la 17^e place (+1), l'Institut fédéral de technologie de Zurich (87^e) à la 19^e place (+1) et l'Uni-

versité de Tokyo à la 20^e (+1 également).

Côté français, l'Université Pierre et Marie Curie (39^e), Paris-Sud (46^e) et l'École normale supérieure (87^e) se classent parmi les cent premières.

Cette année marque l'entrée, pour la première fois, d'universités chinoises dans les cent premières du classement, avec Tsinghua (58^e) et Pékin (71^e). Singapour accède aussi au Top 100, avec la National University of Singapore à la 83^e position. Mais le classement est resté largement inchangé au sommet, puisque neuf des 20 meilleures universités ont conservé leur position, et neuf sont montées ou descendues d'un cran.

La place de la France «doit d'abord

être analysée au regard des spécificités des établissements français, notamment de leur forte dispersion», a estimé le secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la recherche Thierry Mandon, en se félicitant du maintien de 22 établissements français dans les 500 premiers, ce qui place la France en 6^e position derrière les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Australie. «L'excellence et les spécificités de l'enseignement supérieur et de la recherche français doivent s'apprécier globalement au vu de tous les classements existants», a-t-il ajouté dans un communiqué en faisant notamment référence au CEA, au CNRS, à l'Inserm ou encore à l'Institut Pasteur.

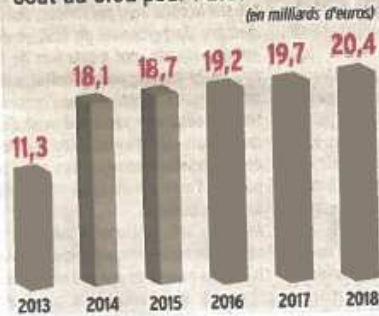
CICE*: le coût d'un coup de fouet

"Coûteux", "complexe", "mal ciblé": un rapport sénatorial sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi n'a pas mâché ses mots, courant juillet, pour critiquer le dispositif d'aide de l'Etat aux entreprises. Il est vrai qu'il porte sur des sommes considérables (1 point du PIB en année pleine) visant à rehausser de 6 puis 7% la profitabilité des entreprises, permettant à celles-ci d'embaucher. Certes, les entreprises ont accru leurs marges.

Sans que l'emploi y trouve son compte. La commission sénatoriale critique également la complexité du dispositif qui a amené une foule de petites entreprises à y renoncer, faute de moyens juridiques et administratifs. Sans parler de l'absence de ciblage, qui bénéficie aux grosses sociétés peu exportatrices. Une évaluation officielle est attendue à l'automne. Elle sera réalisée par France Stratégie, directement rattachée à Matignon...

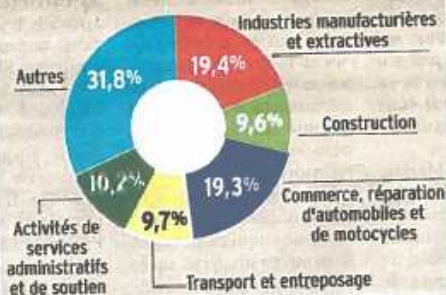
(* CICE: crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi)

Coût du CICE pour l'Etat



(Source: rapport Sénat)

Répartition du CICE par secteur



Répartition du CICE en fonction de la part du chiffre d'affaires à l'exportation



INFOGRAPHIE CL